

Les crédits

de 15,8 p. 100 pour les étudiants et un taux de 17,4 p. 100 pour les jeunes qui ne sont pas aux études.

On peut aussi jeter un coup d'oeil sur ce qui a été dit à ce sujet. J'ai d'ailleurs ici une coupure de presse du *Globe and Mail* du 4 juin 1991, c'est-à-dire d'il y a quelques jours seulement. Voici ce qu'elle dit: «Les étudiants ont soif d'un emploi d'été, mais le marché du travail n'a rien à leur offrir. Les emplois pour les étudiants universitaires se font de plus en plus rares, alors que les frais d'inscription augmentent et que les étudiants cherchent de plus en plus à se trouver un emploi dans le domaine où ils étudient. La situation a rendu certains étudiants amers, tandis que d'autres vont bientôt être gagnés par la panique.» Il est dit plus loin dans l'article que ce sont des emplois «à temps partiel ou temporaires et que les salaires ne dépassent guère le salaire minimum».

Les étudiants comptent sur leur emploi d'été pour pouvoir payer leurs frais de scolarité, leur logement, leur alimentation et leurs livres, pour avoir de quoi vivre pendant l'année universitaire.

J'ai en main un autre article a paru dans la *Gazette* de Montréal le 21 mai dernier et qui porte sur la situation du chômage chez les jeunes à Montréal, surtout sur la recherche d'un emploi d'été. Il est question dans cet article d'un étudiant sur les 1 700 diplômés universitaires de cette année qui arriveront sur un marché du travail déjà léthargique à cause de la récession et du taux de chômage à Montréal où pas moins de 200 000 personnes sont à la recherche d'un emploi.

Dans les journaux francophones, on lit dans *La Presse*.

[Français]

—27 mai 1991: L'été sera dur pour les étudiants. Le taux de chômage chez les jeunes âgés de 15 à 24 ans a dramatiquement grimpé depuis septembre, donc en moins d'un an, passant de 13,9 p. 100 l'an dernier à 20,9 p. 100 cette année à Montréal. Cet été, plusieurs étudiants devront donc s'organiser avec ce qui reste des «jobines» au salaire minimum.

Monsieur le Président, aussi dans le journal *Le Droit* d'Ottawa, le 25 avril: Jeunes en chômage. Le chômage chez les jeunes au Québec atteint des proportions alarmantes, vient de révéler Statistique Canada. Le mois dernier, le taux de sans-emploi chez les 15 à 24 ans atteignait près de 21 p. 100, soit 7 p. 100 de plus qu'en mars de l'année dernière.

[Traduction]

Cette situation est alarmante, mais que fait le gouvernement? Il y a deux ans, il a réduit de 35 p. 100 les fonds

alloués au programme Défi, le programme d'emplois pour étudiants. Cette année, les fonds accordés au programme ne seront augmentés que de trois millions de dollars, soit de 2,5 p. 100, si je ne m'abuse. Compte tenu du problème grandissant du chômage, cela n'a absolument pas de sens.

Le député vient de demander à mon collègue ce qu'il ferait. Ce que nous ferions, ce serait rétablir le financement aux niveaux de 1984, de 1985 et de 1986 afin de permettre aux groupes communautaires et aux petites entreprises d'engager des jeunes pour faire le travail qui doit être fait.

J'ai les données ici en ce qui concerne le programme Défi de l'an dernier dans ma circonscription. Soit dit en passant, ce programme y a été réduit pendant quatre années consécutives. L'an dernier, le financement s'établissait à \$107 865. Cette année, il est de \$89 677, soit une baisse de 20 p. 100. L'an dernier, nous avons pu subventionner 68 emplois. Cette année, nous ne pourrions en subventionner que 50. J'ai déjà décrit la situation du chômage chez les étudiants à Montréal.

Que ferions-nous? Les groupes qui ont perdu ces emplois sont des centres de jour pour jeunes. Ce sont des programmes visant à aider les personnes âgées dans les hôpitaux et les centres de réadaptation. Si le gouvernement avait un peu plus de volonté politique, il existe une foule de choses qu'il pourrait faire. Il pourrait ainsi fournir les fonds dont ont besoin, en particulier, les centres de services sociaux pour les pauvres, les malades, les personnes âgées et les jeunes pauvres, et subventionner ces emplois. Le gouvernement se sert du prétexte du déficit pour dire qu'il faut comprimer toutes les dépenses. À mon avis, il ne coupe pas là où il faut. La dernière chose dans laquelle on doit sabrer en période de récession, c'est l'éducation et les programmes qui permettent aux jeunes d'acquérir la formation voulue.

Or, que fait le gouvernement? Non seulement il sabre dans les programmes d'emplois d'été, mais, dans le dernier budget, il s'est attaqué aux programmes de formation et de recyclage. Il a réduit les transferts aux provinces au titre de l'enseignement postsecondaire. Il a fermé les centres d'emploi pour étudiants et procédé à des coupes sombres dans les domaines de la recherche et du développement. Ce sont les dernières choses qui devraient être touchées, car ce sont elles qui permettent d'accroître le revenu national et la productivité. C'est grâce à elles que l'économie peut être florissante.

• (1350)

Si nous ne pouvons compter sur les ouvriers qualifiés, les experts et les scientifiques dont nous avons besoin au